

*Françoise Thom**

LA GUERRE CACHÉE DU KREMLIN CONTRE L'EUROPE

« Vous avez l'Amérique du Nord et celle du Sud, vous avez l'Afrique et l'Asie. Vous pourriez au moins nous laisser l'Europe » (Vladimir Poutine à Bill Clinton en novembre 1999) (1).

« Oubliez l'intangibilité des frontières. Pour tout empire les frontières sont flottantes, on peut et on doit les déplacer. Plus on contrôle d'espace, moins on risque de se faire bouffer par d'autres » (Alexandre Prokhanov) (2).

« Il y a encore de nombreuses terres à réunir sous le drapeau russe » (Vladimir Soloviev) (3).

Une ambition de puissance qui ne date pas d'hier

En 1945-1946, au fur et à mesure que Staline révélait de plus en plus ouvertement son intention de soviétiser les pays d'Europe centrale et orientale occupés par l'Armée rouge, en violation des engagements de Yalta, les Occidentaux oscillaient entre deux interprétations du comportement soviétique. Pour les uns, le dictateur du Kremlin agissait de la sorte à cause du traumatisme qu'avait constitué l'attaque allemande qui, pensait-on, avait provoqué chez lui un profond sentiment d'insécurité. Afin de le ramener à de meilleures dispositions, il convenait de le rassurer, de donner des garanties de sécurité à l'URSS. Mais pour un deuxième groupe d'experts, l'URSS était intrinsèquement expansionniste en raison de son idéologie et son avancée en Europe devait être stoppée. Cette dernière analyse finit par l'emporter. Ce fut le début de la politique d'endiguement et, heureusement pour l'Europe occidentale, de la guerre froide, grâce à laquelle les Européens de l'Ouest préservèrent leur liberté.

Aujourd'hui, un débat similaire divise les experts et les décideurs face au comportement de plus en plus ouvertement agressif et provocateur qu'affiche la Russie. Selon nombre d'observateurs,

* Historienne, spécialiste de la Russie. Auteur, entre autres nombreuses publications, de : *Beria, le Janus du Kremlin*, Éditions du Cerf, 2013.

les Occidentaux sont les premiers responsables de la fâcheuse évolution du Kremlin. Ils ont humilié la Russie en faisant tomber le communisme, en rapprochant l'Otan de ses frontières, en intervenant en Yougoslavie, en Irak, en Libye, etc. La liste des griefs russes ne cesse de croître et d'embellir. La Russie demande seulement qu'on « la respecte » et qu'on « prenne en compte ses intérêts nationaux » : si ces conditions sont remplies, tout ira bien !

Ce point de vue était largement majoritaire jusqu'aux récents événements ukrainiens. Il était activement encouragé par les propagandistes du Kremlin — un peu comme, dans les années 1930, Hitler et ses diplomates ne cessaient de mettre en avant l'« humiliation du traité de Versailles » pour paralyser la volonté de résistance des puissances occidentales. Cette vision des choses se trouve à l'origine des erreurs de la politique occidentale dont nous payons le prix aujourd'hui. En effet, elle ne résiste guère à l'examen des faits. En 1994-1995, on attribue le nationalisme croissant de la politique russe aux bombardements des Serbes par l'Otan ; à partir de 1997, on accuse l'élargissement de l'Otan ; en 1999, la guerre du Kosovo. Tous ces raisonnements reposent sur le présupposé que l'évolution de la Russie est déterminée par des facteurs externes, qu'elle se produit en réaction à des pressions ou à des initiatives venant de l'extérieur. Or une analyse de la politique étrangère russe post-soviétique dans la durée dément ce schéma explicatif simpliste. Lorsque l'on se penche sur les années Eltsine, on s'aperçoit que le glissement de la politique russe vers le nationalisme néo-soviétique a commencé presque dès le début de cette période, et **est dû à une dynamique politique interne**.

Dès mars 1993, Boris Eltsine exigeait que « les organisations internationales, y compris l'ONU, reconnaissent à la Russie des droits particuliers en tant que garante de la paix et de la stabilité sur le territoire de l'ex-URSS ». À partir de l'arrivée d'Evguénii Primakov aux Affaires étrangères en janvier 1996, la diplomatie russe prend une tournure néo-soviétique de plus en plus marquée. Un nouvel accent est mis sur les relations avec les voisins de la Russie : avec les pays d'Europe centrale et orientale que Moscou avait négligés depuis la fin du Pacte de Varsovie, mais aussi avec le Moyen-Orient, l'Asie du Sud et l'Extrême-Orient. Les axes eurasiatiques de l'action russe se dessinent clairement : « partenariat stratégique » avec la Chine (4) en 1996 ; création à l'automne 1997 d'une troïka Eltsine-Kohl-Chirac dans laquelle la Russie voit l'embryon d'un directoire européen à vocation anti-américaine (« la première victoire presque inconditionnelle [de la Russie] en politique étrangère » (5) selon la presse de l'époque) ;

consolidation de l'emprise russe sur la CEI, marquée notamment par un accord de réintégration signé avec le Bélarus en avril 1997 ; un traité d'amitié avec l'Arménie en août 1997, prévoyant une alliance militaire entre les deux pays, et donc des bases russes en Arménie. Le 1^{er} décembre 1999, la Douma adopte en première lecture un projet de loi intitulé « Modalités pour l'adhésion à la Fédération de Russie et la création au sein de la Fédération d'une nouvelle formation territoriale ». Cette loi réglemente non seulement le redécoupage des « sujets » de la Fédération, mais aussi l'inclusion éventuelle d'États étrangers ou de territoires appartenant à des États étrangers (article 4) (6). On le voit : les ingrédients de la politique de Poutine étaient déjà présents durant les années Eltsine. Ce qui manquait à l'époque à la diplomatie russe, c'étaient les moyens, la discipline et la persévérance.

Poutine forge un État conquérant

Première phase : la mobilisation de l'opinion en Russie

On a répété à l'envi que Poutine et la caste tchékiste qui l'entoure ne sont pas des stratèges, qu'ils ne font qu'« improviser ». L'analyse de la politique conduite depuis 1999 révèle au contraire un esprit de suite et une obstination dans la poursuite des objectifs qui font froid dans le dos.

Commençons par le premier acte. Pour les siloviki (les officiers des structures de sécurité), l'étape préalable à la restauration du grand empire eurasiatique détruit par l'impérialisme de l'ancienne nomenklatura communiste est le retournement de l'opinion en Russie même. Il fallait un choc pour inciter la société russe à faire bloc derrière la nouvelle élite tchékiste. Du 4 au 16 septembre 1999, quatre mystérieuses explosions meurtrières se produisent dans des villes de Russie (deux à Moscou), faisant plus de 300 morts. Poutine, qui vient d'être nommé premier ministre, attribue ces attentats plus que suspects (7) aux Tchétchènes. Sa rhétorique musclée suscite une vague patriotique qui lui permettra de se présenter en chef de guerre et de se faire élire président en mars 2000, en pleine guerre contre la Tchétchénie.

Le nouveau chef de l'État et la secte de l'ex-KGB propulsée avec lui au Kremlin peuvent se féliciter : désormais, le rétablissement de la grande puissance russe est un objectif partagé par l'opinion. La Russie a cessé de se débobiner avec l'écrasement de la rébellion tchétchène. À présent, elle peut entamer la phase de reflux, récupérer les terres perdues avec la chute de l'URSS.

Comme l'a écrit Alexandre Prokhanov, l'un des idéologues en vogue à l'époque du troisième mandat de Vladimir Poutine, entamé en 2012 : « À la fin des années 1990 et au début des années 2000, **il fut décidé de renoncer à l'idée mort-née de l'État national.** Après la deuxième guerre de Tchétchénie commença la renaissance de l'empire russe. Après avoir écrasé les séparatistes, le Kremlin recolla le pays grâce à de nouvelles agrafes d'acier — les districts fédéraux — et rectifia les Constitutions et les lois locales. (...) Maintenant, la Russie est prête à revenir dans les régions d'où elle avait reflué à l'époque de sa faiblesse » (8).

L'exaltation patriotique et les succès économiques — dus à la hausse du prix des hydrocarbures — font accepter à la majorité de la population la mise au pas du pays, l'asservissement de la presse, le grignotage inexorable des libertés. La première modalité de la « guerre hybride » qui fera ses preuves en Ukraine en 2014 est appliquée contre la société russe durant cette période initiale du régime poutinien : se camouflant derrière l'Inspection fiscale, le parquet, des partis bidons, voire des oligarques, n'agissant jamais à visage découvert, le Kremlin éradique et neutralise tous ses adversaires et fait de la Russie une parfaite table rase. Le pays devient un tremplin monolithique à partir duquel Poutine peut se consacrer à la phase suivante de son grand dessein : la réintégration autour de Moscou de l'espace ex-soviétique. Car « le véritable critère de la souveraineté et de l'indépendance d'un État est **sa capacité à être le noyau et le centre de rassemblement d'autres États**, à court terme et à long terme » (9).

Un profil bas au début

Dans un premier temps, les hommes du Kremlin ont un sens aigu de la faiblesse de la Russie. Ils sont conscients que leur projet visant à reconstituer l'empire n'est réalisable que si les États-Unis et l'UE sont neutralisés. La « guerre contre le terrorisme » permettra un rapprochement avec l'administration Bush. Aux Européens Poutine propose un « partenariat énergétique » que les intéressés saisissent avec empressement. Dès 2000, les dirigeants russes envisagent d'utiliser les Européens de l'Ouest pour forcer les pays d'Europe centrale et orientale à déférer aux volontés de Moscou. Par exemple la Pologne, toujours rebelle : « La Russie préfère prendre toutes les décisions à Bruxelles et dans les capitales ouest-européennes, dans la certitude que les partenaires européens aînés pourront agir sur la Pologne. Il se peut que la

position arrogante des négociateurs russes soit payante et que les Polonais cèdent devant les pressions conjointes des Russes et des Européens » (10).

Mais, d'emblée, Moscou donne la préférence à sa politique traditionnelle de priorité aux relations bilatérales avec les États européens, ce qui permet la mise en concurrence de ceux-ci pour l'obtention des faveurs de Poutine. Dès 2004, Sergueï Markov, un expert proche du Kremlin, explique qu'il est souhaitable pour Moscou d'avoir affaire « non à la bureaucratie européenne, mais aux locomotives de l'intégration, surtout l'Allemagne et la France, de même que l'Espagne, l'Italie et l'Angleterre » car « les bureaucrates européens considèrent la Russie comme un problème et **n'ont pas peur d'entrer en conflit avec elle** » (11).

Poutine sait que les contrats gaziers entraînent une dépendance durable entre consommateurs et producteurs. En liant les pays européens à Gazprom, il travaille à créer dans chacun d'entre eux un lobby pro-russe proche du pouvoir, capable de bloquer toute initiative jugée indésirable à Moscou et de faire passer les initiatives voulues par le Kremlin. Dans la logique de rapport des forces qui est la sienne, la Russie préfère avoir affaire à des États européens isolés, car elle est alors en mesure d'obtenir ce qu'elle veut grâce au parti russe bien implanté dans chaque capitale européenne : très vite, en Europe, on comprend que ceux qui servent les intérêts russes sont généreusement rétribués. Hommes politiques, industriels, journalistes et experts se pressent pour bénéficier de la manne. Le calcul de Moscou est de créer une situation où les grands pays d'Europe (l'Allemagne, l'Italie, la France pour le gaz) dépendront des hydrocarbures russes, et de former un « politburo européen » regroupant ces pays et leurs dirigeants « schröderisés ». Grâce à ce réseau de relations bilatérales patiemment tissé, la Russie se retrouverait alors en position dominante — un peu comme le Pacte de Varsovie était venu, en 1955, couronner les accords bilatéraux entre l'URSS et les démocraties populaires.

Le crescendo des ambitions du Kremlin

À partir de 2004, la politique de Poutine va s'infléchir, sous l'influence de l'enlèvement américain en Irak, de l'augmentation du prix des hydrocarbures, de l'élargissement de l'UE et de l'éclatement de plusieurs « révolutions de couleur » dans l'espace post-soviétique. Comme le président russe et sa coterie de siloviki ne comprennent ni la liberté ni la complexité des

phénomènes sociaux, ils voient dans ces révolutions le résultat de complots ourdis par des puissances hostiles à la Russie, au premier rang desquelles les États-Unis. Ils en tirent la conclusion que ceux-ci n'ont pas l'intention de laisser l'Europe à la Russie, contrairement à ce que donnait à penser l'attitude europhobe des néo-conservateurs de l'entourage du président Bush. Poutine en conçoit un violent ressentiment contre l'Amérique. Ce glissement vers un affrontement avec Washington (dont les Américains ne sont guère conscients) s'accompagne d'une activation de la politique européenne. La Russie s'efforce de faire main basse sur les infrastructures énergétiques de son « étranger proche » et des nouveaux membres de l'UE. Parallèlement, elle cherche à obtenir un accès aux réseaux de distribution dans les pays de l'UE. Dès 2005, après la signature avec l'Allemagne d'un accord en vue de la construction du Northstream (un pipeline reliant directement les deux pays sous la mer Baltique), elle se considère comme une superpuissance énergétique. Elle peut se permettre de fermer les robinets du gaz aux pays insoumis et de forcer les autres à lui abandonner des pans toujours plus importants de leur souveraineté en échange de rabais sur la facture gazière.

Avec la crise des subprimes en 2007-2008, les dirigeants russes pressentent non seulement le recul des États-Unis mais la défaite de l'Occident tout entier. Désormais, au révisionnisme post-soviétique s'ajoute un révisionnisme néo-soviétique : de même que l'URSS ne s'était jamais résignée à l'ordre européen de l'après-guerre — qui reposait sur la coopération puis sur la construction d'un espace commun sous la garantie de sécurité apportée par les États-Unis —, la Russie de Poutine ambitionne de subvertir cet ordre européen des années 2000 qui l'empêche de s'assurer une position dominante sur le continent. Les adeptes russes de la géopolitique sont persuadés que l'Union soviétique a implosé parce que Moscou n'avait pas réussi à instaurer son contrôle sur le « Rimland » de l'Europe, c'est-à-dire sur les pays ouest-européens. La reconstitution du « grand espace » eurasiatique doit donc englober l'Europe occidentale si l'empire est bâti pour durer. C'est pourquoi la réintégration de l'espace ex-soviétique doit nécessairement s'accompagner d'un démantèlement de l'Union européenne et de l'effilochage du lien transatlantique : autrement dit de la destruction de tout l'ordre européen de l'après-guerre.

La crise géorgienne offre à la Russie la première occasion de mesurer les progrès de sa stratégie. En avril 2008, lors du sommet de Bucarest de l'Otan, Moscou remporte un grand succès : la France et l'Allemagne bloquent le Membership Action

Program (MAP), l'étape préalable de l'élargissement de l'Alliance atlantique à la Géorgie et à l'Ukraine. Pour le Kremlin, le test est positif : Paris et Berlin ont pris le parti de Moscou contre Washington. Il est maintenant possible d'aller plus loin. Le président Medvedev, tout juste élu, propose la mise en place d'un nouveau système de sécurité en Europe. Cette démarche résulte de l'évaluation faite à Moscou de la nouvelle « corrélation des forces ». Aux yeux des dirigeants russes, l'effacement américain est acquis ; il faut que l'Europe en prenne acte et donne une forme institutionnelle à la situation qui s'est créée. Pour les Russes, le droit est toujours la codification d'un rapport des forces. Celui-ci ayant évolué au détriment des États-Unis et en faveur de la Russie, l'architecture de sécurité européenne doit être modifiée en conséquence. En s'adressant aux États européens « **en qualité d'États nationaux, en excluant les considérations de bloc ou de groupements** » (12), le pacte proposé par Medvedev a vocation à marginaliser les structures existantes auxquelles la Russie n'est pas en mesure de dicter sa volonté, à savoir l'Otan et l'UE. Tel est le contexte de la guerre russo-géorgienne d'août 2008 qui poursuit deux objectifs : montrer que la Russie estime désormais avoir les mains libres pour agir dans l'espace ex-soviétique comme bon lui semble ; et prouver à tous les alliés des États-Unis que **la protection américaine est devenue une fiction**. À Moscou, l'Otan est perçue « non comme un bloc militaire mais comme un club politique amorphe et mou » qui étale sa faiblesse en Afghanistan (13) : preuve que les innombrables experts qui font valoir que l'élargissement de l'Otan serait vu à Moscou comme une « menace » sont loin du compte. La Russie ne prend plus l'Otan au sérieux en tant que force militaire depuis longtemps. Si elle s'oppose à son élargissement, ce n'est pas parce qu'elle craint pour sa sécurité mais parce que l'adhésion à l'Otan rend les pays limitrophes moins vulnérables au chantage et à la subversion russes.

2008-2014 : la reprise en main de l'« étranger proche »

La crise de 2008-2009 frappe la Russie de plein fouet et dissipe quelque peu l'euphorie patriotique qu'avait suscitée le démembrement de la Géorgie. Mais au Kremlin, on se console en constatant que les circonstances sont propices aux ambitions russes : la montée du populisme anti-européen ; le rejet des politiques d'austérité ; la vogue du souverainisme et du protectionnisme ; et la flambée de xénophobie dans nombre de pays de l'Union européenne. Autant de phénomènes dont on se félicite à Moscou.

Comme l'a dit Marine Le Pen, visiblement bien briefée par ses mentors moscovites : « La crise donne la possibilité de tourner le dos à l'Amérique et de se tourner vers la Russie » (14).

Les suites de la guerre russo-géorgienne conduisent le Kremlin à une double conclusion. D'un côté, l'Union européenne semble plus que jamais un obstacle aux ambitions russes. En mai 2009, en effet, l'UE instaure le Partenariat oriental, auquel sont invités l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Bélarus, la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine ; et en juillet 2009, elle adopte le troisième paquet énergétique qui prévoit la dissociation de la production et de l'acheminement des ressources énergétiques — une mesure qui vise avant tout l'empire Gazprom. En revanche, la politique de rapprochement bilatéral avec les États européens paraît porter ses fruits. Les Américains se désintéressent de l'Europe et se lancent dans la politique du « reset », comme s'il ne s'était rien passé en Géorgie. Nombre d'États européens, la France en tête, se ruent dans la coopération militaire avec la Russie, appâtés par le faux dégel impulsé à ces fins par Medvedev, l'homme de paille de Poutine.

Les responsables russes prévoient de créer l'Union eurasienne en janvier 2015. La perspective de faire renaître le grand empire continental dont la Russie entend être la force dirigeante confère une nouvelle urgence à la tâche à laquelle le Kremlin travaille depuis longtemps : l'écclatement de l'Union européenne. Car, tant que cette dernière subsiste, l'Union eurasienne ne peut qu'être fragilisée par ce pôle d'attraction dont la force se fait encore sentir malgré la crise de 2008-2009. « Si l'Union européenne est une pure zone d'occupation par les États-Unis, l'Union eurasienne, elle, se présente en tant qu'alternative à l'occupation américaine » (15). Dans l'esprit des hommes du Kremlin, l'heure du bras de fer avec l'UE et les États-Unis approche. Comme l'a dit Sergueï Markov : « En 1939, nous avons conclu un pacte avec le diable pour diviser le front occidental solidaire. Aujourd'hui, notre tâche est de détruire le front commun entre les États-Unis et l'Union européenne — un front où, en guise de voix de l'Europe, nous entendons seulement l'écho de Washington » (16).

Après le lancement par l'UE du Partenariat oriental, Moscou décide de précipiter la signature de l'Union douanière entre la Russie, le Bélarus et le Kazakhstan en janvier 2010. Cette date coïncide avec une grande victoire de Vladimir Poutine : son favori Viktor Ianoukovitch, un ancien repris de justice multirécidiviste, est élu à la présidence de l'Ukraine. Il est instructif d'examiner la façon dont la Russie a, au cours des années suivantes, noyauté

l'Ukraine. Kiev est d'abord appâté par une substantielle baisse des prix du gaz : 230 dollars les 1 000 m³ au lieu de 330 auparavant. Le ministre ukrainien de l'Éducation nationale, Dmitri Tabatchnik, qui considère que le « monde russe » contribue à la renaissance spirituelle des Ukrainiens, joue un rôle important dans ce processus. Non content d'imposer la conception russe de l'histoire ukrainienne en faisant réécrire les manuels d'histoire, il patronne la création d'une multitude de centres de culture russe qui servent de points d'appui à la subversion de l'État ukrainien par les services de Moscou. À partir de 2010, le Centre de coordination des organisations de compatriotes russes chapeaute 116 groupes dispersés sur le territoire de toute l'Ukraine (17). À l'été 2012, le Comité des relations avec les Russes de la CEI est invité à intensifier son activité. Il est alors décidé de regrouper dans une organisation unique — « Notre patrie l'Union eurasiennne » — tous les groupes pro-russes actifs sur le territoire de la CEI. Il est aussi question de recruter des « bataillons slaves » sous l'égide de cette organisation. Des « cabinets du monde russe » sont ouverts à Sébastopol, Kherson, Kharkov et Lougansk. De 2010 à la chute de Ianoukovitch en février 2014, la Russie va systématiquement phagocytter l'État ukrainien, détruisant son armée, ses services secrets, sa police et son économie (à l'exception des industries travaillant pour le complexe militaro-industriel russe).

L'Ukraine passée sous le contrôle russe, le moment est venu d'accélérer la défection des États de la périphérie de l'UE. Le Kremlin va utiliser à cette fin ses atouts habituels : le pétrole et le gaz.

La stratégie de grignotage de l'UE à la périphérie

L'examen des méthodes de Moscou dans un certain nombre de pays nous en apprend beaucoup sur l'approche russe. Comme on va le voir, des méthodes similaires sont, en effet, appliquées partout en Europe.

Pologne

En avril 2010, le président Medvedev annonce que le prix du gaz russe vendu à l'Ukraine sera réduit de 30 %. En échange, l'Ukraine s'engage à ne pas exporter vers la Pologne le gaz de pays tiers, tant que Varsovie ne sera pas parvenue à un accord avec Moscou. Medvedev annonce que les pays que le Kremlin considère comme ses « partenaires » recevront un « traitement

préférentiel ». L'offre est étendue à la Pologne. Façon, pour la Russie, de tester la capacité de l'UE à imposer le troisième paquet énergétique. Le président Kaczynski s'oppose à la signature de ce contrat avec Gazprom. Sur ce, le 10 avril 2010, se rendant à Katyn pour y commémorer le massacre des officiers polonais commis par l'Armée rouge en 1940, le président polonais périt dans un accident d'avion au-dessus de Smolensk, avec 95 personnes représentant une bonne partie de l'élite anti-russe de la Pologne, y compris les officiers supérieurs de l'état-major polonais formés aux États-Unis. La Russie, chargée de l'enquête sur les causes de la catastrophe, fournit une foule d'explications contradictoires, sans parvenir à convaincre les sceptiques : car la mort de Lech Kaczynski est littéralement providentielle pour le Kremlin. Le 29 octobre 2010, malgré les objections de l'UE, le premier ministre Donald Tusk signe le contrat avec Gazprom, qui prévoit la livraison de 11 milliards de m³ de gaz russe pendant vingt ans. Gazprom a obtenu gain de cause sur l'essentiel : le maintien de son monopole sur le gazoduc Yamal-Europe traversant la Biélorussie et la Pologne. Désormais, la Russie a barre sur la Pologne. Gazprom se sent assez puissant pour circonvenir le gouvernement comme en témoigne l'affaire du mémorandum signé en avril 2013 avec EuroPolGaz, l'opaque compagnie gérant le secteur polonais du gazoduc Yamal-Europe. Ce document engageait les deux parties à construire un gazoduc de transit permettant de contourner l'Ukraine en échange d'une baisse des prix du gaz russe à la Pologne. Ce mémorandum fut signé à l'insu du gouvernement polonais et le premier ministre Tusk, dont la position avait évolué entre-temps, dut intervenir pour faire avorter l'affaire et enquêter sur les différents leviers que Gazprom avait utilisés pour parvenir à ses fins (18).

Hongrie

Succès encore plus éclatant en Hongrie : le 29 mai 2010, Viktor Orban devient chef du gouvernement. Il a l'intention de laisser filer le déficit public, mais se heurte à l'opposition de Bruxelles. Poutine saute sur l'occasion et parvient à retourner cet ancien anticomuniste en faisant miroiter un gros contrat avec Rosatom, l'Agence fédérale russe de l'énergie atomique. Il s'agit d'agrandir la centrale nucléaire hongroise de Paks. Les Russes s'engagent à financer le projet en prêtant 10 milliards d'euros à la Hongrie. Le 3 mars 2015, le Parlement hongrois porte de quinze à trente ans la durée pendant laquelle cet accord nucléaire avec la

Russie devra rester secret, alors que l'opposition dénonce l'opacité des transactions ayant débouché sur ce contrat attribué sans appel d'offres. En outre, la Hongrie achète 50 % de son gaz à la Russie. Poussé par son ami Poutine, Orban va maintenant s'arranger pour rendre la vie impossible aux grands groupes d'énergie européens qu'il force à quitter le pays. Un départ qui se fait au bénéfice d'un petit cercle de proches qui profitent de la générosité de Gazprom et des gros contrats avec la Russie (19). Ainsi, le rapprochement économique avec la Russie se traduit par une « poutinisation » du régime qui s'appuie de plus en plus sur des oligarques proches du pouvoir et prospérant grâce aux largesses du Kremlin. Orban n'a plus rien à refuser à Moscou. Encouragé par le Kremlin, il soutient l'irrédentisme hongrois en Ukraine, n'hésitant pas depuis mars 2010 à distribuer des passeports hongrois aux citoyens ukrainiens d'origine hongroise (ils sont environ 150 000) : « Les Hongrois établis dans le bassin des Carpates sont en droit de prétendre à la double nationalité et à l'autonomie (...). Voilà en clair ce que nous attendons de la nouvelle Ukraine » (20).

République tchèque

Le Parti des droits civiques (SPO) de Milos Zeman, qui échoue de peu aux élections législatives de 2010, est financé par la compagnie pétrolière russe Lukoil. En 2013, Milos Zeman est élu président de la République. En 2014, il sera de ceux qui condamneront les sanctions prises contre la Russie, estimant que la guerre en Ukraine est une « guerre civile » (21).

Slovaquie

La Slovaquie dépend de Gazprom pour 60 % de ses approvisionnements en gaz. Depuis l'arrivée au pouvoir des sociaux-démocrates (ex-communistes) de Robert Fico en 2006, ce pays a épousé les positions de la Russie sur la question du Kosovo et sur la guerre russo-géorgienne. Bratislava a manifesté une mauvaise volonté évidente lorsque l'UE a tenté d'organiser un approvisionnement de l'Ukraine en gaz « de revers », afin de contourner le chantage de Gazprom (22). En 2014, Fico a estimé que les sanctions édictées contre la Russie étaient « absurdes ».

Serbie

Le cas de la Serbie est particulièrement instructif car ce pays revêt une importance énorme aux yeux de Moscou, pour des raisons historiques et géopolitiques. Après la chute de Milosevic en

2000, les gouvernements serbes avaient poursuivi une politique plutôt pro-occidentale. Mais, en 2008, la Serbie signe un accord gazier et pétrolier avec la Russie. La compagnie GazpromNeft acquiert le bloc de contrôle de la grande compagnie pétrogazière serbe Naftna Industrija Srbije (NIS). En échange, GazpromNeft promet d'investir 500 millions d'euros dans la modernisation de NIS jusqu'en 2012. Le montant total de la transaction est d'environ 2 milliards d'euros. Gazprom s'engage à construire sur le territoire de la Serbie un tronçon de 400 km du gazoduc South Stream (23). Il s'agit du plus grand investissement étranger des dernières décennies dans l'économie de la république. Selon le président Medvedev, cet accord « jette les fondements du régime de sécurité énergétique dans l'Europe unie ». Igor Tomberg, le commentateur russe de ces accords, souligne que le président Medvedev « luttera pour transposer en dehors du pays la souveraineté russe (*sic*), c'est-à-dire pour accroître l'influence de la Russie dans le monde. Les instruments employés pour cela restent très traditionnels : les ressources énergétiques et les grands projets d'infrastructures dans le complexe combustibles-énergie » (24).

La satisfaction de Medvedev se comprend : par cet accord, la Russie prend le contrôle de la distribution d'énergie dans un pays central de son dispositif d'expansion économique en Europe du Sud-Est. À partir de ce moment, la Serbie devient dépendante de Moscou. Or elle formule sa demande pour engager le processus d'adhésion à l'Union européenne le 23 décembre 2009. Moscou semble alors hésiter entre deux politiques : torpiller l'adhésion de la Serbie à l'Union européenne ; ou bien autoriser cette dernière à y entrer, dans l'idée de faire de la Serbie un cheval de Troie russe au sein de l'UE. À l'initiative de l'idéologue de l'eurasisme Alexandre Douguine (25), une succursale du mouvement de la jeunesse poutinienne Nachi (26) est créée en 2010 en Serbie, qui milite pour le rattachement de la Serbie à l'Union eurasiennne (27). En 2011, un centre russo-serbe de lutte contre les désastres naturels est établi à Niš. En Occident, on soupçonne qu'il s'agit d'une couverture pour les services spéciaux russes désireux d'espionner la mise en œuvre du programme de défense antimissile américain en Europe. Après la visite d'Angela Merkel en Serbie en août 2011, les relations entre Moscou et le gouvernement Tadic se dégradent. Le 2 mars 2012, le Conseil européen accorde le statut de candidat officiel à la Serbie grâce à l'appui de la France, de l'Italie et de l'Autriche.

Moscou réagit sans tarder. À l'été 2012, à l'instigation du Kremlin, les deux forces sur lesquelles s'appuyait le régime

Milosevic — le Parti progressiste (issu du Parti radical lié aux ultranationalistes russes) et le Parti socialiste (ex-communiste), l'allié traditionnel de Moscou — forment une coalition et arrivent au pouvoir. Le Parti socialiste a largement bénéficié, dans sa campagne, de l'argent de Gazprom. En mai 2012, Tomislav Nikolic, le nouveau président serbe — d'abord membre du Parti radical, puis, après la scission de celui-ci en 2008, du Parti progressiste qui regroupe l'aile du Parti radical favorable à l'adhésion à l'Union européenne —, choisit Moscou pour sa première visite à l'étranger. En août 2012, Aleksandar Vucic, le nouveau ministre de la Défense, également un ancien du Parti radical passé au Parti progressiste, se rend à Moscou et rencontre Dmitri Rogozine, vice-premier ministre, responsable du complexe militaro-industriel russe. La Russie commence à infiltrer l'armée serbe. En mai 2013, le président Nikolic signe une Déclaration de partenariat stratégique avec la Russie. Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov se rend le 16 juin à Belgrade et annonce la mise en place d'« une coopération globale en matière de sécurité », notamment en prévision de la présidence serbe de l'OSCE (28). Un important accord de coopération militaire est signé en novembre 2013. Ce qui se passe en Serbie rappelle en tous points ce à quoi on a assisté en Ukraine à partir de l'arrivée au pouvoir de Ianoukovitch.

En 2013, Nikolai Patrouchev, le chef du Conseil de sécurité russe, un proche de Poutine, se rend en Serbie. Le résultat de cette visite ne tarde pas à se concrétiser. Des agents russes appartenant à ce que l'on a appelé l'« orchestre de Poutine » pénètrent toutes les institutions stratégiques serbes, le cabinet présidentiel, le gouvernement, les cercles des affaires, le secteur de l'énergie, les services spéciaux, les médias, sans oublier le monde universitaire où les ultranationalistes proches des eurasien russes sont très influents.

Cette politique d'infiltration se double d'une politique de « relations publiques » aux accents nettement panslavistes et eurasien (l'ambassade russe a d'ailleurs ouvert à Belgrade un Centre d'études eurasien). L'Église orthodoxe serbe — qui a décoré Leonid Rechetnikov, l'ancien chef du secteur des Balkans au SVR (service de renseignement extérieur russe) — encourage la dérive pro-russe (29). Nikolic va jusqu'à recevoir Alexandre Zaldostanov, le chef des Loups de la nuit, un gang de motards protégé par le président Poutine (Zaldostanov, surnommé le « chirurgien », que Poutine considère comme « son frère », est connu pour son antisémitisme). Sous Aleksandar Vucic, qui devient président

en avril 2014, la Serbie est en voie de poutinisation rapide : même conspirationnisme, même hostilité envers l'Occident, même autoritarisme. Belgrade refuse de s'associer aux sanctions de l'UE contre la Russie, ce qui reviendrait à « perdre le Kosovo » selon la formule de Vucic (mai 2014) (30). En octobre 2014, Gazprom-Neft promet d'investir un milliard de dollars supplémentaire dans la société pétrolière serbe NIS, malgré les difficultés économiques de la Russie : preuve de l'importance de la Serbie dans la stratégie du Kremlin. En novembre 2014, la Serbie et la Russie organisent des manœuvres militaires communes. L'intérêt russe pour le noyautage des élites serbes est d'autant plus grand que le 1^{er} janvier 2015, la Serbie a pris pour un an la présidence de l'OSCE.

Notons aussi qu'en Bosnie-Herzégovine Moscou s'efforce de s'appuyer sur la Republika Srpska pour dominer tout le pays : elle encourage les velléités de sécession de cette dernière, surtout depuis l'annexion de la Crimée. De même, la Russie est le plus important investisseur étranger au Monténégro. Elle contrôle un tiers des sociétés de ce pays (31), mais n'est pas encore parvenue à transformer cette pénétration économique en alignement politique : fin 2014, le Monténégro a refusé l'installation d'une base russe (32) malgré les milliards que faisait miroiter Moscou.

Grèce

Le scénario est celui que nous commençons à connaître. Dans un premier temps, profitant des difficultés traversées par la Grèce, Moscou a massivement investi dans les infrastructures touristiques et énergétiques du pays. La préparation d'une relève pro-russe au gouvernement grec commence en 2012. Le leader d'extrême droite Panos Kammenos fonde en février 2012 un parti nationaliste, les Grecs indépendants. Cette formation s'est construite sur des thèses conspirationnistes, dénonçant la « déshellénisation du pays ». Le rapprochement entre Alexandre Tsipras, chef du parti d'extrême gauche Syriza, et Kammenos s'est esquissé en mai 2012. Kammenos se rend souvent à Moscou. Il est en relation avec l'oligarque Konstantin Malofeev (33), un proche du Kremlin placé sur la liste des sanctions européennes pour avoir très généreusement aidé les séparatistes pro-russes dans l'est de l'Ukraine. La Russie cultive aussi Nikos Kotzias, autre fréquent visiteur à Moscou qui deviendra ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement Tsipras.

Parallèlement se déploie en Grèce une campagne idéologique anti-américaine et anti-UE, notamment dans le milieu

universitaire. Comme par hasard, Kammenos fonde un Institut d'études géopolitiques qui s'associe à l'Institut russe des études stratégiques (RISI), un think tank rattaché à l'Administration présidentielle russe, connu pour avoir élaboré la politique de dépeçage de l'État ukrainien. En avril 2013, Alexandre Douguine est invité par Nikos Kotzias à l'Université du Pirée afin de participer à une conférence portant sur « la vision eurasiste de la politique internationale » (34). « En Grèce, nos partenaires potentiels pourraient être les gauchistes de Syriza, qui refusent l'atlantisme, le libéralisme et les forces de la finance mondiale », écrivait Alexandre Douguine en 2013 sur le site Contre-courant (35).

Dès février 2015, Panos Kammenos, devenu ministre de la Défense du gouvernement constitué par le parti Syriza, est invité à Moscou « pour discuter de coopération stratégique ».

Chypre

La mainmise progressive sur la Grèce est complétée par une politique d'expansion à Chypre. 50 000 Russes y vivent à l'année. La découverte de gisements gaziers en 2011 a décuplé l'intérêt de Moscou pour l'île. La Russie a octroyé à Nicosie un prêt de 2,5 milliards d'euros en 2011, aide conditionnée à un accroissement de l'influence des oligarques russes sur des banques chypriotes. La communauté russe est tellement importante dans la ville de Limassol, située dans le sud de Chypre, que les Russes l'ont rebaptisée « Limassolgrad ». C'est en 2013 que Chypre engage les premières négociations portant sur l'ouverture à la marine russe d'une base à Limassol et la mise à la disposition de l'aviation russe de la base de Paphos. Moscou parvient à un accord avec Chypre fin février 2015. « L'apparition au centre de la Méditerranée d'une base à partir de laquelle peuvent agir des avions russes et où plusieurs dizaines d'appareils peuvent être transférés dans des délais très courts modifie considérablement l'équilibre des forces dans la région », commentent les médias russes (36).

Le nouveau Komintern

La politique d'effritement de l'Union européenne par la périphérie est complétée par un redoutable dispositif dont les tentacules s'étendent au cœur de tous les pays européens. Il s'agit d'un nouveau Komintern rassemblant au service du Kremlin les partis d'extrême droite et d'extrême gauche, la droite chrétienne

traditionnelle, les « antiglobalistes » de toutes espèces, les « souverainistes », les europhobes, les adversaires de la « finance internationale », des irrédentistes encore fort actifs dans certains pays d'Europe centrale et orientale, etc. C'est Alexandre Douguine qui est chargé de coordonner ce nouveau Komintern et d'en faire une machine de guerre contre l'UE.

Les services russes s'intéressent depuis longtemps à l'extrême droite européenne. Voilà plus de vingt ans qu'Alexandre Douguine cultive des relations et des échanges avec toute une nébuleuse d'adeptes de cette tendance. Le premier voyage de Jean-Marie Le Pen à Moscou remonte à 1991 (37). Le chef du Front national revient dans la capitale russe en 2003, à l'invitation de Sergueï Babourine, l'un des leaders de la mouvance « communo-patriote ». Il y rencontre alors le père Tikhon (le confesseur de Poutine) et Vladimir Krioutchkov, l'ancien chef du KGB. Il revient à Moscou en juin 2005, invité cette fois par le mouvement nationaliste Rodina. À l'été 2012, la Russie aide au lancement sur Internet d'une chaîne de télévision francophone imaginée par d'anciens cadres du Front national : ProRussia.tv, dont le nom est tout un programme. En juin 2013, Marine Le Pen est reçue à Moscou par le président de la Douma, Sergueï Narychkine, un ancien tchékiste proche de Poutine. Elle rencontre également Dmitri Rogozine. Le Front national reçoit en 2014 un crédit de 9 millions d'euros d'une banque russe contrôlée par l'État.

Les pays d'Europe centrale et orientale se caractérisent par une grande instabilité politique et des gouvernements de coalition fragiles. D'où l'utilité pour Moscou de pouvoir compter sur des petits partis certes minoritaires, mais d'autant plus dociles qu'ils dépendent du financement russe. En Hongrie, le parti d'extrême droite Jobbik (38), dirigé par Gabor Vona, dont le but déclaré est de « délivrer la Hongrie de l'esclavage euro-atlantique » (39), peut apporter son soutien à Orban au cas où les libéraux le mettraient en difficulté. Jobbik milite pour une intégration de la Hongrie dans l'Union eurasiennne. En Bulgarie, le parti d'extrême droite Ataka (40) a menacé les sociaux-démocrates de retirer son soutien à la coalition gouvernementale si celle-ci appuyait la politique de sanctions à l'égard de la Russie.

Au fur et à mesure que s'aggrave la crise entre l'UE et la Russie, Moscou cherche à mobiliser sa cinquième colonne et à l'exploiter au maximum. Le néo-Komintern compte aussi dans ses rangs le parti de la Liberté en Autriche, le Vlaams Belang en Belgique, la Ligue du Nord en Italie, sans oublier Aube dorée

en Grèce. Début 2014, un partenariat se noue entre l'oligarque Malofeev et Alexandre Douguine. Ce dernier sert en quelque sorte de chasseur de têtes : il indique à Malofeev les personnalités et partis dignes de recevoir les subventions russes. Le 16 mars 2014, sur ordre de Moscou, les séparatistes de Crimée improvisent un référendum. Les seuls « observateurs » ayant consenti à donner leur caution à cette farce proviennent de l'extrême droite européenne, rassemblés par l'Observatoire eurasien de la démocratie et des élections créé à Bruxelles par le néo-nazi belge Luc Michel (41). Aymeric Chauprade, alors conseiller pour l'international de Marine Le Pen, se rend à Moscou et assure à la télévision russe que tout s'est déroulé selon les règles. Il en profite pour rencontrer l'inévitable Malofeev. Lors des élections au Parlement européen en mai 2014, 24 partis populistes de droite raflent un quart des sièges : 15 d'entre eux sont d'orientation pro-russe (42). Fin mai 2014, une conférence financée par Malofeev réunissant les personnalités d'extrême droite cultivées par Moscou se tient à Vienne. L'ambition de Douguine est de rassembler une élite internationale européenne au service du futur empire eurasien.

À l'instar du Komintern, qui possédait une section chargée des opérations secrètes, Douguine a développé ses réseaux clandestins. L'Union de la Jeunesse eurasienne, fondée en 2005 pour « former un bouclier humain face au bulldozer de la révolution orange », ressemble à l'organisation secrète du Komintern. On peut lire dans le catéchisme de cette organisation : « Nous sommes des bâtisseurs d'empire d'un type nouveau et nous ne serons satisfaits que lorsque nous aurons le pouvoir sur le monde. Car nous sommes les maîtres de la Terre, parce que nous sommes les enfants et les petits-enfants des maîtres de la Terre. Les peuples et les pays s'agenouillaient devant nous, notre main s'étendait sur la moitié du monde, nos semelles foulaient les montagnes et les vallées de tous les continents du globe terrestre. Cette puissance, nous la restaurerons » (43). En avril 2014, l'Union de la Jeunesse eurasienne infiltre en Ukraine des activistes chargés de s'emparer du Parlement et d'autres édifices gouvernementaux, en se faisant passer pour des membres de l'« extrême droite » ukrainienne. Douguine est également l'un des organisateurs du mouvement séparatiste du Donbass. Les services ukrainiens ont intercepté l'un de ses entretiens téléphoniques avec une militante locale, dans lequel Douguine donnait ses instructions : « Ne cherchez pas une entente avec Kiev, agissez radicalement... Le Kremlin est décidé à soutenir résolument l'indépendance de l'est et du sud de l'Ukraine » (44).

Mais aux yeux de Douguine et de ses protecteurs en haut lieu, la destruction de l'Ukraine ne fait qu'annoncer un dessein beaucoup plus ambitieux que Douguine lui-même a évoqué avec candeur dans une interview télévisée en avril 2014 : « Nous devons conquérir l'Europe. L'élite européenne a déjà pensé livrer l'Europe à une Russie conservatrice forte et sûre d'elle. Nous pouvons déjà compter sur une cinquième colonne européenne. Ce sont des intellectuels européens qui veulent consolider leur identité européenne. (...) Quant aux forces armées européennes, elles sont nulles, l'Europe est faible. Et pour ce qui concerne l'Otan, nous avons pu constater, en Ossétie du Sud, qu'en cas d'intervention musclée elle ne réagit pas. Nous ne voulons qu'un protectorat sur l'Europe. Nous n'avons pas besoin de faire la guerre pour cela. Le soft power suffira. Nous proposerons aux Européens de les sauver des gays, des Pussy Riot, des Femen. (...) Les Européens se rendent compte qu'ils sont dégénérés. L'Europe se hait et est fatiguée du nihilisme. Nous dirons aux Européens : "La repentance, c'est fini. Vous n'arrivez pas à venir à bout de l'immigration, nous le ferons pour vous." L'Europe entrera dans notre union eurasiatique (...). Nous avons l'expérience de l'expansion en Europe, celle du Komintern et de l'infiltration des Parlements européens. Aujourd'hui, nous pouvons trouver d'autres partenaires. (...) Annexer l'Europe, c'est un grand dessein digne de la Russie. (...) Nous prendrons leurs technologies d'un seul coup : plus besoin de gaz et de pétrole pour les obtenir au compte-gouttes. Voilà la modernisation et l'eupéanisation de la Russie. Le soft power suffira : trouver une cinquième colonne, propulser au pouvoir les gens que nous contrôlons, acheter avec l'argent de Gazprom des spécialistes de la réclame (...). Nous utiliserons les ONG comme eux le font contre nous (...). Le tsar russe ou le président russe doivent être un tsar européen ou un président de l'Europe » (45). Rien dans le comportement russe tel que nous venons de le dépeindre ne dément l'existence d'une telle ambition. Au contraire, la politique russe semble se conformer en tous points aux grandes lignes esquissées par Douguine...

Une gigantesque machine de propagande

Tout comme l'action du Komintern était épaulée, dans les années 1930, par la machine de propagande communiste, le néo-Komintern d'aujourd'hui s'appuie sur un impressionnant dispositif visant à imposer les vues du Kremlin sur la situation mondiale.

La pièce maîtresse de ce dispositif est la chaîne Russia Today, fondée en 2005, dont le budget atteint 300 millions de dollars en 2010, 445 millions en 2014, et doit augmenter de 41 % en 2015 (46) (de 2007 à 2014, le Kremlin a dépensé 50 milliards de dollars pour la propagande russe à l'étranger) (47). Comme l'a dit Poutine en 2013 lors d'un entretien avec les journalistes de RT, cette chaîne est devenue « une arme formidable permettant de manipuler l'opinion publique » (48). Clé du succès de RT : elle se présente comme « anti-establishment », prétend dévoiler les coulisses de la politique mondiale, ce qu'on cache au grand public, avec bien entendu un fort penchant pour le complotisme (par exemple, à en croire RT, la CIA a trempé dans les attentats du 11 Septembre et dans ceux de Boston, prétexte à rogner les libertés du peuple américain) et l'irrationalisme. Contrairement à la propagande communiste handicapée par la langue de bois et la nécessité de coller aux dogmes, la propagande poutinienne peut se livrer à son travail de sape sans avoir à se soucier d'un agenda positif. L'essentiel est de discréditer les Occidentaux, d'introduire un coin entre les citoyens et leur gouvernement, de semer la zizanie.

Le deuxième volet du dispositif de propagande poutinien concerne Internet et les réseaux sociaux « qui sont favorables à Poutine, à la différence des médias établis » (49). C'est après les manifestations de l'automne-hiver 2011 que l'administration présidentielle russe décide d'utiliser les réseaux sociaux pour manipuler et désorganiser l'opposition. La tâche est confiée à Viatcheslav Volodine, le nouveau chef de l'Administration présidentielle. L'opération est considérée comme un grand succès ; si grand, d'ailleurs, qu'il est décidé, à l'automne 2013, d'appliquer cette expérience à l'étranger (50). La Russie entretient désormais une armée de « trolls du Net » dont la tâche est de dénigrer les adversaires du Kremlin et de donner l'impression que la ligne pro-russe a le soutien de la majorité (51). Ces trolls poutiniens arpentent le web, chargés de discréditer les publications considérées comme anti-russes et de figurer de vastes mouvements d'opinion spontanés favorables aux thèses russes.

Le livret de la propagande russe a été complété au moment de la guerre contre l'Ukraine. Cette propagande s'organise autour de deux grands axes. Le premier est l'anti-américanisme, ingrédient essentiel de l'idéologie poutinienne. C'est le seul élément transnational de l'ancien dispositif idéologique soviétique qui subsiste, l'anti-américanisme étant largement répandu et exploitable dans le monde. Le messianisme russe s'est identifié à lui : la Russie se voit comme le point de ralliement et l'état-major de toutes les forces

anti-américaines de la planète. La tâche historique de la Russie, répètent les plumitifs du Kremlin, est de faire échouer ceux qui ambitionnent de mettre en place une domination mondiale. Grâce à Washington, « Poutine est devenu un leader global contre la domination hégémonique des États-Unis et les nouvelles valeurs du post-modernisme » (52). Le droit international n'existe pas : c'est une fiction dont les Américains se servent pour justifier leur hégémonisme, tout comme la démocratie. Le conflit ukrainien est causé par la volonté d'expansion américaine en Ukraine. Les Américains voulaient se venger du fait que Poutine les avait empêchés de bombarder la Syrie. Ils détestent Poutine car il constitue l'obstacle principal à leur hégémonie globale. Notons qu'en présentant le conflit ukrainien comme le résultat d'une rivalité géopolitique entre la Russie et les États-Unis Moscou laisse également entendre aux Européens que « ce n'est pas leur guerre » (53).

Bref, les Occidentaux sont les responsables de la crise ukrainienne. Ils ont tout fait pour rendre l'Ukraine anti-russe. Ils ont violé l'accord du 21 février 2014 et laissé choir Ianoukovitch (54). Quant au gouvernement ukrainien, il s'agit d'une « junte fasciste ». L'armée ukrainienne est une légion étrangère de l'Otan. La solution du conflit ukrainien se trouve dans une coopération entre les Européens et Moscou, les premiers ayant enfin compris qu'il fallait « tenir compte des intérêts nationaux russes » en Ukraine en se faisant les instruments de la politique du Kremlin pour imposer cette politique à Kiev.

Le second axe est la prétendue « défense des valeurs traditionnelles ». La Russie se pose en championne de la chrétienté, en rempart contre l'islam. Elle seule n'a pas oublié ses racines chrétiennes, elle seule s'oppose à la propagande de l'homosexualité, etc. Comme l'explique le patriarche Kirill, « la Sainte Russie reste l'idéal spirituel et moral de notre peuple. Cet idéal s'exprime dans la sainteté. D'ordinaire, les peuples ont d'autres idéaux, liés à l'existence profane, à la richesse, au pouvoir, au prestige. Mais, pour notre peuple, l'idée nationale est la sainteté » (55). Les peuples européens étant nivelés par l'eudémonisme, la Russie guerrière reprendra le flambeau de la civilisation européenne. Sous sa direction, l'Europe peut s'extraire de la spirale de la décadence dans laquelle elle est engagée. En France, les réseaux du Kremlin ont immédiatement compris tout le profit qu'ils pouvaient tirer de la « Manif pour tous ». Un think tank financé par la Russie et implanté à Paris, l'Institut de la démocratie et de la coopération, dirigé par une historienne, Natalia Narotchnitskaia, s'est hâté

d'organiser dans la capitale française un colloque sur la défense de la famille auquel a participé Christine Boutin (4 juillet 2013).

Ce qu'oublie les poutinolâtres, c'est que les chiffres de la pratique religieuse régulière ne sont pas plus élevés en Russie qu'en France et que l'avortement est encore une pratique de masse en Russie (880 000 répertoriés dans les statistiques en 2014, mais on peut penser que les chiffres réels sont plus élevés).

Ce qu'ils oublient, aussi, c'est que les dirigeants russes utilisent les idées de manière instrumentale, exactement comme à l'époque communiste. Les thèmes de campagne sont mis en avant pour faire pencher en faveur de Moscou le rapport des forces, aussi bien en politique intérieure qu'en politique étrangère. On exploite des slogans qui permettent de ratisser large, comme la campagne contre le mariage gay qui rappelle l'« antifascisme » dans l'utilisation qu'en faisait le Komintern dans les années 1930 ou la « lutte pour la paix » dans les années 1950. De même, la rhétorique anti-islamique — simple produit d'exportation comme le prouve, par exemple, la réaction russe à l'attentat contre *Charlie Hebdo* (56). On se souvient qu'après le pacte germano-soviétique de 1939 l'« antifascisme » a, du jour au lendemain, été remplacé dans la presse communiste par la dénonciation des « fauteurs de guerre franco-britanniques ». Ceux qui croient à l'engagement russe contre l'islam pourraient fort bien avoir une surprise similaire un de ces jours : la passion dominante en Russie étant la haine de l'Occident, on peut tout à fait concevoir un retour à la politique d'alliance de l'orthodoxie avec l'islam qu'a longtemps préconisée Alexandre Douguine. Cette approche purement instrumentale des idées explique pourquoi la mouvance pro-russe englobe harmonieusement l'extrême droite et l'extrême gauche, les nostalgiques du communisme et les libertariens radicaux. On remarquera que les propagandistes du Kremlin et Poutine lui-même recyclent et amplifient les critiques formulées en Occident contre la mondialisation, la perte de l'identité nationale, la bureaucratie de l'UE, etc., tout à fait comme à l'époque communiste ils empruntaient des thèmes développés par la gauche occidentale et les répercutaient largement grâce aux réseaux kominterniens.

Comment expliquer le succès de la propagande russe ? La raison profonde tient à ce qu'elle exploite le malaise de l'homme post-moderne qui se sent pris par des forces qui le dépassent — la globalisation, la finance internationale, etc. — et s'imaginer que la politique n'a plus lieu d'être puisque, croit-il, les décisions se font ailleurs. Les idéologues poutiniens personnalisent ce mal cosmique, lui façonnent un visage — les États-Unis... ou la

bureaucratie de Bruxelles ! — et redonnent un sens au politique en désignant un ennemi. Le complotisme fait le reste : désormais, la complexité du monde disparaît, tout a une explication simple lorsque l'on sait où regarder. On constate aujourd'hui en Russie les résultats de cette irradiation de l'esprit par la propagande : la population russe semble avoir perdu la capacité de lier la cause et les effets. Frappée de plein fouet par la crise économique due à la politique de Poutine, elle l'explique par les agissements des États-Unis et exprime un soutien redoublé au maître du Kremlin. La sur-réalité créée par le régime est acceptée sans une hésitation. Le 1^{er} mars 2014, la Douma vote à l'unanimité l'autorisation au président Poutine d'envoyer des troupes en Ukraine : pas une voix discordante, pas une question. On a l'impression que le lavage de cerveau a pour résultat de débrancher jusqu'à l'instinct de conservation des peuples, en Russie et en Europe. Imagine-t-on qu'après Munich la France ait vendu des bombardiers à la Wehrmacht et qu'elle ait entraîné sur son sol les officiers du Reich ? Et pourtant, nous avons vendu des Mistral à la Russie quelques mois après l'amputation de la Géorgie, alors que le comportement de plus en plus agressif du Kremlin sautait aux yeux. Le pire est que la sur-réalité créée par la propagande russe s'impose aussi à l'extérieur des frontières de la Russie, grâce au pilonnage de l'« orchestre du Kremlin ». Les adeptes du « parti russe » deviennent insensibles au démenti des faits, un peu comme s'ils appartenaient à une secte faisant bloc autour de son gourou. On trouve souvent chez eux l'extrême agressivité qui caractérise les médias russes.

L'Europe face à l'État-garnison

Si puissante soit-elle, la propagande a ses limites. Et depuis les succès de l'exploitation du gaz de schiste aux États-Unis à partir de 2009, le Kremlin a pris conscience que l'arme énergétique n'était pas aussi infailible qu'il se l'imaginait auparavant. Il a donc entrepris de se donner les moyens de faire la guerre.

C'est à partir de l'été 2007 que la Russie commence à multiplier les démonstrations de force militaire. En mai, elle teste un nouveau missile balistique intercontinental. Elle reprend ses vols de bombardiers stratégiques, renouant avec une tradition héritée de la guerre froide, et ne cesse de violer l'espace aérien des pays de l'Otan. En septembre 2008, le président Medvedev annonce une réforme militaire radicale qui prévoit une amélioration de la capacité de déploiement des troupes, des systèmes de commandement

et de contrôle, ainsi que de l'entraînement ; le développement d'un armement de haute technologie ; l'amélioration de la situation matérielle des militaires ; le développement d'une flotte de sous-marins armés de missiles de croisière ; et la création d'un système de défense dans l'espace. En janvier 2009, les stratèges russes décident de procéder à une expansion navale en dehors de l'espace post-soviétique en installant des bases dans les territoires amis. De 2011 à 2014, le budget militaire a augmenté de 20 % par an. En 2013, le budget militaire russe s'élevait à 68,8 milliards de dollars, en 2014 à près de 100 milliards de dollars. Il est prévu d'augmenter les dépenses militaires de 30 % en 2015 par rapport à 2014. Celles-ci représentent actuellement 19 % du budget fédéral (57). En 2013, Poutine s'est engagé à allouer 718 milliards de dollars d'ici à 2020 au réarmement des forces russes, citant en exemple le « bond » réalisé par Staline dans les années 1930. En outre, Moscou projette de renouveler tout son arsenal nucléaire d'ici à 2020.

Non contente de dénoncer le traité limitant les forces conventionnelles en Europe (11 mars 2015), la Russie se prépare à une confrontation nucléaire. N'oublions pas que depuis 2004 les manœuvres russes près de la Baltique mettent en œuvre l'arme nucléaire tactique (58). Au cours des manœuvres de septembre 2010 auxquelles ont participé 13 000 militaires sur le territoire du Bélarus et à Kaliningrad, Moscou et Minsk ont simulé des opérations offensives visant la Pologne et prévoyant une frappe nucléaire, l'assaut des plages et une attaque du gazoduc Yamal-Europe. En 2014, Moscou a décidé de déployer en Crimée des bombardiers Backfire qui disposent d'un rayon d'action de plus de 2 500 km et sont armés de missiles de croisière X-22 d'une portée de 500 km. Conséquence : la Russie est capable d'infliger des frappes à l'Europe entière. Aux yeux des stratèges russes, la combinaison de ces bombardiers et des missiles Iskander-M, d'une portée de 500 à 2 000 km, neutralisera les éléments du bouclier antimissile américain qu'il était prévu de déployer en Pologne et en Roumanie en 2018-2020 (59). Un investissement de 1,75 milliard de dollars est prévu en faveur de la flotte de la mer Noire. Par surcroît, la Russie est en train de procéder à une militarisation accélérée de l'Arctique. Elle réclame un « élargissement de sa souveraineté » dans la zone arctique, c'est-à-dire le contrôle de 1,2 million de km² supplémentaires (60). Elle vient de se doter d'un Commandement militaire du Nord et d'une unité spéciale capable de combattre en climat polaire. Elle se donne ainsi les moyens de contrôler la voie de la mer du Nord. Mais ses ambitions ne s'arrêtent pas là : en

janvier 2015, Sergueï Choïgou, le ministre russe de la Défense, a annoncé que le Kremlin avait l'intention d'ouvrir des bases au Vietnam, à Cuba, au Venezuela et au Nicaragua (61).

L'État russe, comme l'État soviétique avant lui, n'est au fond qu'une gigantesque armée qui s'appuie sur une gigantesque police (en 2014, la Russie a dépensé pour la police et les services secrets 55 milliards de dollars, soit 14 % du budget fédéral — à titre de comparaison, ce chiffre avait été de 35 milliards de dollars en 2011) et sur un appareil de propagande tentaculaire. En face de cet État-garnison rassemblé autour de son chef se trouve une Europe minée de l'intérieur, démoralisée, divisée, affaiblie par la crise, handicapée par la relative médiocrité de sa classe politique, inconsciente même du danger dans lequel elle se trouve.

En guise de conclusion...

Depuis 2013, la Russie a perdu l'illusion qu'elle pourrait devenir une grande puissance économique. Vers la fin 2014, elle a aussi compris que la Chine, uniquement soucieuse de ses propres intérêts, ne l'aiderait pas. Elle a donc absolument besoin d'une Europe soumise pour assurer l'intendance. Pour y parvenir, elle mise de plus en plus sur l'intimidation militaire. Galvanisée par quinze ans de lavage de cerveau nationaliste, elle n'hésite plus à se livrer à un chantage nucléaire. Dmitri Kisselev, l'un des as de la propagande poutinienne, déclare à la chaîne de télévision « *Rossia* » le 16 mars 2014 : « La Russie est le seul pays du monde qui puisse réellement transformer les États-Unis en cendres radioactives », insinuant qu'Obama avait flanché devant cette menace et adopté un profil bas dans la crise ukrainienne parce qu'il avait pris conscience de la puissance russe.

De son côté, Poutine multiplie les déclarations martiales. Le 17 avril 2014, répondant à une question du même Dmitri Kisselev sur la politique de l'Otan qui « nous donne l'impression d'étouffer », il déclare : « C'est nous qui les étoufferons tous, vous n'avez pas à avoir peur. Nous n'avons pas peur, je n'ai pas peur et personne ne doit avoir peur. » Tout à l'euphorie de l'annexion de la Crimée, Poutine explique pourquoi la Russie doit aller de l'avant : « Comme un aspirateur, notre pays a absorbé d'autres nations, d'autres peuples, d'autres ethnies — ce qui n'a pas seulement formé notre code culturel commun, mais un code génétique exceptionnellement puissant. Car les gènes se sont mélangés pendant des millénaires et des siècles. Ce code génétique est presque

certainement l'un de nos avantages concurrentiels dans le monde extérieur. Il est très souple, résistant. (...) Le Russe ou celui qui appartient au monde russe est persuadé que l'homme a une vocation morale supérieure. C'est pourquoi il n'est pas tourné vers lui-même, mais vers l'extérieur. (...) Alors que l'Occidental, lui, est tourné vers lui-même, vers la réussite personnelle. (...) Il me semble que seul notre peuple pouvait formuler le proverbe : "Une mort glorieuse est belle." On me dira : la mort est épouvantable. Eh bien, non. Une mort glorieuse, c'est une mort pour ses proches, pour son peuple, pour la Patrie... » (62).

Ces épanchements récents de Poutine révèlent des accents nouveaux dans l'idéologie du maître du Kremlin. À ses yeux, la supériorité du peuple russe est biologique. Poutine est un adepte de la théorie de la « *passionarnost'* », qu'on peut traduire par « élan vital ». Face à l'Europe avachie se dresse la Russie guerrière, portée par la « *passionarnost'* » qu'incarne son chef. Dans le documentaire commémorant l'annexion de la Crimée projeté à la télévision russe le 15 mars dernier, Poutine se souvient du dialogue imaginaire qu'il menait avec les Occidentaux durant ces journées dramatiques : « Au nom de quoi iriez-vous vous battre là-bas ? Vous ne le savez pas ? Quant à nous, nous le savons. Et nous sommes prêts à tout... » Et de préciser qu'il avait donné l'ordre de mettre les forces nucléaires en état d'alerte. Outre le « triomphe de la volonté », on voit aussi poindre un thème inquiétant, largement répercuté dans les médias russes : celui de la guerre comme « régénération » de la société. Ces inflexions récentes ne laissent pas d'inquiéter. Avec l'Ukraine, Poutine a montré qu'il préférerait détruire ce qu'il ne pouvait contrôler.

Un dernier mot. L'heure est venue pour les Européens de tirer la leçon des désastreux accords de Minsk 2 (63). Car les puissances européennes n'ont pas à devenir les instruments de Moscou dans l'asservissement des nations voisines. Face à l'État-garnison russe, l'UE doit faire bloc et parler d'une seule voix. Les Européens vont devoir commencer à pratiquer une vertu depuis longtemps oubliée : celle du courage.

(1) Cité in : André Fontaine, « Pourquoi l'Occident soutient Poutine », *Le Monde*, 20 mars 2000.

(2) A. Prokhanov, « Rasti, ináč sožrut » (« Nous devons nous étendre, faute de quoi nous nous ferons bouffer »), *Argumenty i Fakty*, 29 octobre 2008.

(3) Sur RTR, le 30 mai 2014.

(4) La Chine vient à ce moment-là de provoquer une crise dans ses relations avec les États-Unis en envoyant des missiles balistiques à quelques kilomètres des grandes villes de Taiwan.

- (5) N. Kučin, *Novoe Vremia*, n° 42, 26 octobre 1997.
- (6) *Gazeta.ru*, 25 février 2000.
- (7) À Riazan, le FSB a été pris en flagrant délit le 22 septembre en train d'installer des explosifs dans un immeuble.
- (8) A. Prokhanov, « Rasti, inache sožrut », art. cit.
- (9) Cité in : *Grani.ru*, 23 septembre 2008.
- (10) *Strana.ru*, 23 novembre 2000.
- (11) Sergueï Markov, *Interfax*, 24 février 2004.
- (12) http://www.kremlin.ru/appears/2008/06/05/1923_type63374type63376type63377_202133.shtml
- (13) Interview de D. Rogozine à *Zavtra*, 20 août 2008.
- (14) Cité in : Vincent Jauvert, « Poutine et le FN : révélations sur les réseaux russes des Le Pen », *Le Nouvel Observateur*, 27 novembre 2014.
- (15) V. Korovin, *regnum.ru*, 27 décembre 2014.
- (16) *Dermometr*, 8 mai 2014.
- (17) VTR, 19 juin 2012.
- (18) Vladimir Socor, « Polish Government Sheds Light on Gazprom-EuroPolGaz MOU », *Eurasia Daily Monitor*, Volume 10, n° 80, 29 avril 2013.
- (19) Charles Haquet, « Viktor Orban, le petit Poutine de Budapest », *L'Express*, 21 février 2015.
- (20) *Causeur*, 4 juin 2014.
- (21) Owen Matthews, « The Kremlin's Campaign to Make Friends », *Newsweek*, 16 février 2015.
- (22) L'Ukraine a signé en 2012 un contrat avec l'Allemand RWE en vue de lui acheter du gaz à un prix moins élevé que celui imposé par le géant gazier russe, tout en important également du gaz à partir de la Hongrie. En avril 2014, la Slovaquie et l'Ukraine sont parvenues à un accord sur les livraisons à Kiev de gaz en provenance de l'Europe occidentale en utilisant le vieux gazoduc de réserve de Vojany en Slovaquie orientale, de faible capacité, faute de pouvoir mettre en œuvre les gazoducs existants contrôlés par Gazprom. Il s'agit de donner la possibilité à certains pays européens de rétrocéder à l'Ukraine une partie du gaz qu'ils achètent à la Russie à des tarifs moindres que ceux qui sont désormais imposés par Gazprom à Kiev.
<http://www.leblogfinance.com/2014/04/ukraine-saccorde-avec-la-slovaquie-pour-recevoir-du-gaz-russe.html>
- (23) South Stream devait passer par la Bulgarie, la Serbie, la Hongrie, la Slovaquie, la Grèce et l'Italie pour aboutir en Autriche.
- (24) <http://fr.sputniknews.com/opinion/20080227/100140136.html#ixzz3TnEwuyih>
- (25) Voir l'entretien qu'il a accordé à *Politique Internationale* : « L'idéologue de Poutine », n° 144, été 2014.
- (26) Mouvement de jeunesse fondé officiellement le 15 avril 2005 pour empêcher une « révolution de couleur » en Russie.
- (27) <http://openrevolt.info/2014/03/10/eurasian-serbia-interview-with-vjekoslav-cerovina-of-serbian-nashi/>
- (28) <http://www.stopfake.org/en/putin-seeks-to-influence-radical-parties-in-bid-to-destabilise-europe/>
- (29) Jelena Milić, « The Russification of Serbia », *New Eastern Europe*, 16 octobre 2014.
- (30) Bodo Weber et Kurt Bassuener, « The Western Balkans and the Ukraine crisis — a changed game for EU and US policies ? », *DPC Policy Paper*, septembre 2014.
<http://www.democratizationpolicy.org/pdf/briefs/DPC%20Policy%20Paper%20Western%20Balkans%20&%20Ukraine%20crisis.pdf>
- (31) *Der Spiegel*, 17 novembre 2014.
- (32) <http://www.balkan.eu.com/government-refuses-russias-request-set-military-base-montenegro/>
http://www.b92.net/eng/news/region.php?yyyy=2015&mm=01&dd=28&nav_id=93007

- (33) Voir l'entretien qu'il a accordé à *Politique Internationale* : « Russie : le credo orthodoxe », n°145, automne 2014.
- (34) *La Tribune de Genève*, 30 janvier 2015.
- (35) <http://www.tdg.ch/monde/Syriza-quels-liens-avec-les-nationalistes-russes/story/28369893>
- (36) http://fr.sputniknews.com/french.ruvr.ru/2014_01_15/La-Russie-derange-l-OTAN-en-Mediterranee-6161/
- (37) Voir à ce propos et pour ce qui va suivre Vincent Jauvert, « Poutine et le FN : révélations sur les réseaux russes des Le Pen », art. cit.
- (38) Le Jobbik adopte une orientation pro-russe en 2008 sous l'influence de Bela Kovacs, son conseiller en politique étrangère. Kovacs était en poste à Moscou en 1988. Très lié aux milieux d'affaires russes, il a adhéré au Jobbik en 2005. Devenu milliardaire, il se rend à Moscou tous les mois. En mai 2014, le parquet hongrois a ouvert une enquête contre lui, l'accusant d'espionner les institutions européennes pour le compte de Moscou. Son épouse russo-autrichienne est soupçonnée d'être un agent du contre-espionnage russe. Voir <http://www.heraldscotland.com/news/world-news/hungary-s-far-right-backed-by-rolling-moscow-roubles-1.1034539>
<https://euobserver.com/eu-elections/124156>
- (39) Cité in : Owen Matthews, « The Kremlin's Campaign to Make Friends », art. cit.
- (40) Ataka a été créée en 2005. Sa direction compte un grand nombre d'ex-officiers de la Sécurité d'État de l'époque communiste. http://www.riskandforecast.com/post/in-depth-analysis/russia-s-far-right-friends_349.html
- (41) Anton Shekhovtsov, « The Kremlin's marriage of reason with the European far-right », *ODR*, 28 avril 2014.
- (42) Owen Matthews, « The Kremlin's Campaign to Make Friends », art. cit.
- (43) Vladimir Abarinov, « Okkultnaja ličnost » [Une personnalité occulte], *grani.ru*, 10 juin 2014.
- (44) Oleg Shynkarenko, « Alexander Dugin : The Crazy Ideologue of the New Russian Empire », *Daily Beast*, 4 avril 2014.
- (45) *Newsland*, 12 avril 2014. Interview de A. Douguine sur tv.russia.ru. Douguine fait actuellement partie du Conseil consultatif du président de la Douma Sergueï Narychkine.
- (46) <http://euromaidanpress.com/2014/09/23/russia-to-increase-budget-by-2-2-times-for-its-main-propagandists-russia-today-and-dmitry-kiseliov/>
- (47) *Moscow News*, 5 mars 2014.
- (48) Simon Shuster, « Inside Putin's on-air machine », *Time*, 5 mars 2015.
- (49) Sergei Markov, « Russia Must Stop U.S. Expansion in Ukraine », *Moscow Times*, 19 mars 2014. « Moscou s'efforcera d'alléger la pression [américaine] et de trouver un soutien à l'étranger en amplifiant sa campagne d'information parmi les centaines de millions de citoyens de l'UE qui sympathisent avec la position de Poutine contre Washington et qui apprécient son soutien aux valeurs traditionnelles rejetées par les élites européennes », note Markov.
- (50) *Vedomosti.ru*, 21 mai 2014.
- (51) Chris Elliott, « The readers' editor on... pro-Russia trolling below the line on Ukraine stories », *The Guardian*, 4 mai 2014.
- (52) Sergei Markov, « Russia Must Stop U. S. Expansion in Ukraine », *Moscow Times*, 19 mars 2014.
- (53) Monika Garbačiauskaitė, « Historian Timothy Snyder : Ukrainian crisis is not about Ukraine, it's about Europe », *DELFI*, 12 novembre 2014.
- (54) Cet accord signé par Ianoukovitch et les leaders de l'opposition grâce à une médiation européenne prévoyait une élection présidentielle anticipée ; une révision de la Constitution visant à réduire les pouvoirs présidentiels et à augmenter ceux du Parlement dans l'esprit de la Constitution de 2004 ; et la formation d'un gouvernement d'union nationale. La fuite de Ianoukovitch le lendemain le rendit caduc.
- (55) I. Jakovenko, « Mediafrenia », *Eženedelny Žurnal*, 29 juillet 2014.

(56) Le 19 janvier 2015, Ramzan Kadyrov, le satrape de Poutine en Tchétchénie, a organisé une manifestation monstre contre *Charlie Hebdo*. À Moscou, les rares manifestants pro-*Charlie* ont été interpellés par la police.

(57) Vladimir Ryzhkov, « Russia is Burdened by the Weight of Empire », *Moscow Times*, 9 juin 2014.

(58) *Gazeta.ru*, 14 mai 2014.

(59) <http://www.regnum.ru/news/polit/1784592.html#ixzz2xoLViTTO>

(60) *Business Insider*, 2 décembre 2014. Voir également : <http://www.aif.ru/politics/russia/1440976>

(61) *Telegraph*, 20 janvier 2015.

(62) Conférence de presse du 17 avril 2014 : <http://www.regnum.ru/news/polit/1792501.html#ixzz3RRiPF1kx>

(63) Négociés par les dirigeants allemand, français, ukrainien et russe, signés le 12 février, ces accords prévoient un cessez-le-feu à partir du 15 février, le retrait « de toutes les armes lourdes par les deux parties », la mise en place d'une bande démilitarisée d'une largeur de 50 à 140 kilomètres, la reprise par Kiev du financement des territoires sous contrôle rebelle, et une réforme constitutionnelle d'ici à fin 2015, préparant une « décentralisation », en accord avec les représentants des régions de Donetsk et de Lougansk. Par ces accords, la Russie obtient l'essentiel : l'assurance d'une ruine prolongée de l'Ukraine obligée d'assumer le fardeau économique des enclaves pro-russes aux mains des réseaux mafieux et l'assurance que l'État ukrainien sera faible, avec pour Moscou la perspective de contrôler le gouvernement de Kiev grâce aux régions de l'Est.